

Questions orales

LE LOGEMENT

L'INSTITUTION D'UN BUREAU DE SUSPENSION DES DETTES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Assiniboine): Madame le Président, mercredi dernier, le ministre des Finances a dit qu'il était prêt à aider les propriétaires menacés de saisie à cause des taux d'intérêt qui sont anormalement élevés. Je voudrais demander au ministre responsable du logement s'il a étudié la possibilité d'instituer un bureau de suspension des dettes semblable à celui que le gouvernement avait mis sur pied dans les années 1930. Ce bureau pourrait aider les requérants de bonne foi à réduire leurs paiements hypothécaires mensuels et à prolonger leur période de versement et contribuerait de façon générale à réduire le taux d'expulsions qui est présentement inacceptable. Cette mesure requerrait aussi les banques de prolonger la durée de la période de remboursement des prêts.

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): Madame le Président, nous n'avons étudié cette proposition que de façon superficielle. Je crois que dans les circonstances actuelles, l'industrie du bâtiment ayant repris le contrôle de la situation en répondant avec vigueur au problème de l'insuffisance de l'offre et cette dernière ayant un effet direct sur les prix, une telle mesure ne serait pas justifiée.

LA PRÉSENTATION D'UNE MESURE LÉGISLATIVE

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Assiniboine): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au suppléant du ministre des Finances. Le ministre suppléant ou le ministre des Finances lui-même ont-ils songé un tant soit peu à présenter une mesure législative semblable à celle que les gouvernements fédéral et provinciaux avaient mise en vigueur dans les années 1930 pour aider les propriétaires qui ne sont pas en mesure de rembourser leur hypothèque? Cette mesure requerrait les banques et les institutions de prêt de réduire les versements de remboursement des prêts afin de compenser la hausse des taux d'intérêt, lesquels sont maintenant de 20 p. 100 et causent un nombre record de faillites parmi les entreprises. Un rajustement des remboursements mensuels des prêts pourrait contribuer à réduire le taux extrêmement élevé des faillites dans le secteur commercial.

[Français]

L'hon. Pierre Bussièrès (ministre d'État (Finances)): Madame le Président, c'est une suggestion qui peut être étudiée attentivement par le ministre des Finances et qu'il pourra considérer dans la préparation d'un prochain budget.

* * *

● (1425)

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LA RÉUNION DU CABINET EN FIN DE SEMAINE

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): En l'absence du ministre des Finances et du premier ministre, madame le Président, je voudrais poser une question au vice-premier ministre au sujet de la réunion du cabinet qui a eu lieu en fin de semaine.

● (1425)

Au terme de la réunion, le ministre des Finances a déclaré que le gouvernement ne songeait à prendre aucune nouvelle mesure pour remédier au problème de l'inflation et qu'il faudrait attendre à l'automne avant de prendre des mesures économiques. Comment le ministre peut-il justifier ce genre d'inactivité systématique alors que de plus en plus d'agriculteurs et de chefs de petites entreprises sont menacés de faillite et que le logement est en crise dans tout le pays? Comment le gouvernement peut-il justifier une telle apathie?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, je crois comprendre qu'un représentant éminent de la presse a demandé au ministre des Finances s'il avait l'intention de présenter un mini-budget ces jours prochains. Le ministre a apparemment répondu qu'il n'en avait pas l'intention, mais qu'il continuerait, bien sûr, à faire des déclarations sur l'état de l'économie, comme il l'a fait au cours de la fin de semaine au congrès de Saskatoon qui a permis d'élire un aussi excellent chef, jeune et dynamique, à la tête du parti libéral de la Saskatchewan.

M. Rae: Madame le Président, le ministre a peut-être passé une agréable fin de semaine en Saskatchewan, il a peut-être passé une agréable fin de semaine au lac Meach, mais des millions de Canadiens n'ont pas la vie aussi agréable à cause de la politique du gouvernement, à cause des problèmes que leur créent l'inflation et les taux d'intérêt élevés.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES PROGRAMMES DU GOUVERNEMENT

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Madame le Président, en l'absence du premier ministre et du ministre des Finances, et sans qu'il soit question de déclaration, est-ce que le ministre suppléant nous dira si le gouvernement a l'intention de présenter avant l'été des programmes d'assistance aux agriculteurs, aux petits hommes d'affaires et aux propriétaires de maisons individuelles?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, la séance qui a eu lieu hier au Lac Meach n'était pas drôle, en ce sens qu'on y a entendu peu de plaisanteries. C'était une séance tout à fait sérieuse, au cours de laquelle le problème de l'inflation notamment a été particulièrement examiné. Le ministre des Finances ou le premier ministre seront ici dans le courant de l'après-midi, et s'ils le veulent ils répondront de façon plus détaillée à la question du député. Cela, il est évident que je ne suis pas en mesure de le faire pour l'instant.

M. Rae: Madame le Président, quand 30 clowns se réunissent il doit fatalement y avoir matière à rire.

LE CRÉDIT D'IMPÔT AU TITRE DU COÛT DE LA VIE

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Madame le Président, ma dernière question supplémentaire concerne les chiffres des salaires industriels de l'année, publiés vendredi par Statistique Canada. Ces chiffres font voir que le salaire du travailleur moyen de Terre-Neuve a pris environ \$700 de retard en un an sur l'inflation. En Ontario le retard a été de \$350, en Saskatchewan de \$400, en Colombie-Britannique de \$119. La moyenne canadienne est de \$245 environ.